

Pacifisme, internationalisme, fédéralisme

L'humanité s'est toujours trouvée confrontée au fléau de la guerre, avec son lot de souffrances et de destructions, qui, au cours du temps, avec les progrès de la technologie et l'évolution des conceptions stratégiques, est devenu toujours plus dévastateur et se ne limite plus,

A. HAMILTON

L'ILLUSION DU PACIFISME

Espérer le maintien de l'harmonie entre plusieurs Etats indépendants et voisins, ce serait perdre de vue le cours uniforme des événements humains et aller contre l'expérience des siècles.

THE FEDERALIST, 1788

comme par le passé, à impliquer les seuls combattants et les zones de combat, mais touche directement toute la population et le territoire entier des pays belligérants et arrive aujourd'hui à menacer, avec les armes atomiques ou bactériologiques, tout le genre humain. De nos jours aussi, de la fin de la deuxième guerre mondiale à aujourd'hui, il n'y a pas eu un jour sans combat quelque part sur notre planète.

C'est pourquoi, depuis toujours, et à plus forte raison aujourd'hui, les hommes ont placé la paix parmi leurs plus hautes aspirations. Mais bien peu se sont sérieusement posés le problème de la véritable nature de la paix. La définition qu'on en donne communément, même dans le langage des historiens, est purement négative (absence de guerre) : on dit qu'au cours de l'histoire il y a eu des périodes de paix, au cours desquelles ne se sont pas déroulées de guerres. Mais en vérité il s'agit de périodes de trêve, qui n'ont pas exclu et n'excluent pas, et au contraire prennent en compte le risque de guerre et donc la nécessité de ne pas se trouver dans l'impréparation avec ses conséquences en terme de dépenses militaires et de limitation des libertés des citoyens.

Au contraire, comme l'a mis en lumière avec lucidité, à la fin du 18^{ème} siècle, le grand philosophe allemand Emmanuel Kant, *la paix est la condition par laquelle la guerre est impossible*. Pour la rendre impossible (c'est-à-dire pour avoir vraiment la paix), il est nécessaire d'éliminer les causes qui la provoquent. On pose ainsi et avant tout le problème de la détermination des causes de la guerre.

Le pacifisme

Une première réponse est celle qui attribue la guerre à un comportement humain coupable qu'il s'agisse des gouvernants (agressivité intrinsèque, absence de moralité, préjugés, soif de pouvoir, avidité, etc.) ou des citoyens incapables de se révolter contre les choix et injonctions qu'ils désapprouvent. Cette analyse est à l'origine, au cours de l'histoire, de deux types d'attitudes qu'on rencontre à tour de rôle : d'un côté émergent des réponses individuelles, de type strictement moral, qui s'expriment dans le refus d'utiliser les armes, dans l'objection de conscience, allant jusqu'à accepter, dans le passé, ses conséquences extrêmes qu'étaient la prison ou la mort. Elles ont débouché, aujourd'hui, sur la reconnaissance, dans de nombreux pays, du droit à l'objection de conscience. Mais l'histoire a démontré que cette attitude de cohérence morale n'est en mesure ni de réduire, ni encore moins d'éliminer le recours à la guerre ; au contraire, son potentiel contestataire a été neutralisé dans un certain sens par la reconnaissance légale du droit à l'objection.

D'un autre côté, à partir des premières décennies du 19^{ème} siècle, se sont manifestés d'importants mouvements de protestations pacifistes qui, surtout en période de forte tension internationale, ont atteint des dimensions imposantes, s'organisant en Liges, Unions et Sociétés

pour la paix qui durant tout le 19^{ème} et pendant les premières années du 20^{ème} siècle organisèrent des congrès périodiques, d'abord locaux et nationaux puis internationaux. La plupart de ces mouvements soutenait l'institution d'un tribunal international et la création d'institutions à même de régler par l'arbitrage les divergences entre Etats. Malgré les réticences des gouvernements, ces mouvements sont arrivés à influencer les classes politiques de nombreux pays et ont contribué à la création d'organisations internationales (par exemple le Tribunal de la Haye et l'Union interparlementaire, la Société des Nations à la fin de la 1^{ère} guerre mondiale) qui, selon leurs promoteurs et les espoirs des peuples, devaient constituer le cadre destiné à prévenir la guerre. Mais, bien que le Pacte Kellog (signé en 1928 entre la France, l'Allemagne et les USA) ait même proclamé la guerre illégale, ces institutions ont été totalement incapables de prévenir le début de la II^{ème} guerre mondiale.

Elles sont en fait basées sur l'hypothèse que les Etats y adhérant s'engagent à respecter le droit international, à renoncer à l'usage de la force et à accepter le verdict des tribunaux d'arbitrage institués en cas de conflits avec d'autres Etats, tout en conservant la plénitude de leur souveraineté. Mais pour cette raison, le fonctionnement de ces organisations reflète en réalité les rapports de force entre Etats et les seules décisions qui s'en dégagent sont celles qui résultent d'une convergence des intérêts de tous les Etats impliqués. Si tel n'est pas le cas, la paralysie s'ensuit : aux Nations Unies (créées dans le même esprit à la fin de la deuxième guerre mondiale), il suffit du veto de l'un des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité (les vainqueurs de la deuxième guerre mondiale : USA, Grande Bretagne, France, Russie

et la Chine) pour bloquer toute initiative. Ne disposant pas de force propre (comparable aux forces de police intérieures de l'Etat), ces organisations, pour mettre en œuvre les décisions collectives, dépendent de la bonne disposition de leurs membres : elles peuvent imposer des sanctions aux Etats en infraction, mais, d'un côté, leur application dépend de la bonne volonté de tous les autres Etats à les faire valoir (et en réalité ça n'arrive pas car il y a toujours des Etats qui ont un intérêt majeur à enfreindre – ouvertement ou de façon occulte – les sanctions au lieu de les appliquer) et, d'un autre côté, quand les sanctions n'ont pas l'effet recherché (situation que l'expérience

I. KANT

LES CONDITIONS NÉCESSAIRES À LA PAIX

... on ne peut avoir la paix sans une fédération de peuples, dans laquelle chaque Etat, même le plus petit, pourra faire assurer sa sécurité et ses droits non par sa propre puissance ou son ordre juridique, mais par cette grande fédération de peuples, une force collective traduisant la volonté commune.

IDÉE D'UNE HISTOIRE UNIVERSELLE D'UN POINT DE VUE COSMOPOLITIQUE, 1784

rend normale) reste le seul instrument du recours à la guerre.

Les exemples récents au Moyen-Orient, où les interventions militaires sont conduites sous l'égide de l'ONU, démontrent que dans les faits est obtenu un résultat exactement opposé à celui recherché lors de la naissance de ces organisations internationales : on fait la guerre pour empêcher la guerre.

L'internationalisme

Les grandes idéologies qui, au cours de l'histoire, ont animé les processus révolutionnaires qui ont porté à l'affirmation des valeurs de liberté, démocratie, égalité, socialisme, ont aussi posé le problème de l'affirmation de la paix dans l'histoire. La pensée libérale voyait la cause fondamentale de la guerre dans la structure absolutiste et protectionniste de la monarchie de droit divin ; les démocrates identifiaient la cause de la politique agressive des Etats dans le caractère au-

toritaire des gouvernements, pendant que la pensée socialiste (dans sa version sociale-démocrate ou communiste) voyait dans l'exploitation de la classe laborieuse par le capitalisme la cause ultime de l'impérialisme et des guerres. Aucune de ces idéologies n'a fixé comme premier objectif la réalisation de la paix : toutes ont toujours considéré la réalisation de la paix comme un sous-produit de l'affirmation dans le monde des valeurs qu'elles portent et non comme le premier objectif du mouvement révolutionnaire. Ainsi la guerre disparaîtrait de l'histoire si le libéralisme s'affirmait dans tous les Etats, si tous les Etats devenaient plus démocratiques, si le socialisme se répandait partout, si toutes les nations étaient mises en condition d'autogouvernance. L'histoire s'est chargée de démontrer la faillite de cette approche : les guerres se sont déroulées entre Etats libéraux, entre Etats démocratiques et le nationalisme a conduit aux horreurs du national-socialisme et de la deuxième guerre mondiale. Le même mouvement socialiste, avec la 2^{ème} et 3^{ème} Internationale, à la veille de la 1^{ère} guerre mondiale, s'est avéré incapable d'assumer l'intérêt plus profond du mouvement des travailleurs dans son ensemble (opposé à la guerre) et a privilégié la loyauté des classes laborieuses envers les Etats nationaux, acceptant ainsi la course vers la guerre.

La véritable cause de la guerre

La cause la plus profonde de la guerre a été mise en évidence par Kant : à la racine de la guerre se trouve la souveraineté absolue des Etats, lesquels, alors qu'ils assurent à l'intérieur, à travers les lois, les tribunaux et le monopole de la force, la paix et les conditions ordinaires de vie des citoyens, se trouvent dans les rapports avec les autres Etats dans un état primitif dépourvu d'une quelconque autorité susceptible non seulement de définir et imposer des comportements corrects, de départager en cas de conflits les torts et raisons, mais surtout d'imposer, avec le monopole de la force, les choix en découlant. Dans ces conditions la résolution des conflits ne peut intervenir sur la base du droit mais se fonde exclusive-

ment sur les rapports de force et sur la menace, explicite ou implicite, du recours à la force.

L'établissement de la paix : la fédération mondiale

Pour pouvoir être mise en œuvre la paix a donc besoin d'institutions se situant au-dessus des Etats. Ces institutions ont vu le jour, au moment même où Kant réfléchissait à la nature de la paix, entre les treize colonies anglaises d'Amérique du Nord qui, après la guerre d'indépendance contre la Couronne britannique, s'étaient trouvées confrontées au

I. KANT

COMMENT ARRIVER À LA PAIX

Il n'y a qu'un seul mode rationnel dans lequel les Etats coexistent avec d'autres Etats peuvent sortir de l'état de guerre. Tout comme les individus, ils doivent renoncer à leur liberté primitive et dépourvue de support juridique, se soumettre à un état de droit coercitif et former ainsi un Etat des peuples (civitas gentium), qui nécessairement continuera à grandir jusqu'à s'étendre à tous les peuples de la terre.

SECOND ARTICLE DÉFINITIF DE LA PAIX PERPÉTUELLE, 1795

choix de maintenir la confédération dans laquelle chaque colonie conservait sa souveraineté absolue, s'exposant ainsi aux difficultés et conflits qui avaient caractérisé la guerre et les années suivantes, et rejoignant ainsi le destin des Etats européens en guerre continue, ou bien de s'unir, renonçant en partie à leur propre souveraineté, créant des institutions démocratiques au dessus des Etats et donnant naissance à une nouvelle forme d'Etat, la fédération.

Le fédéralisme est donc l'idéologie dont l'objectif fondamental est la création des institutions de la paix.

Et l'Europe est aujourd'hui la partie du monde dans laquelle existent les conditions historiques, économiques et sociales pour dépasser définitivement la souveraineté absolue des Etats, avec la création d'une Fédération qui constituera un modèle pour d'autres Fédérations continentales ouvrant ainsi le chemin vers la Fédération mondiale.